

ACCUSÉ D'AGRESSION SEXUELLE

Strauss-Kahn plaide «non coupable» et se dirige vers un procès

L'ancien patron du FMI Dominique Strauss-Kahn a plaidé hier devant un tribunal pénal de New York «non coupable» d'avoir tenté de violer une femme de chambre d'hôtel, une décision attendue qui ouvre la voie à la tenue de son procès devant un jury.

«Non coupable», a déclaré en anglais M. Strauss-Kahn, après lecture de l'acte d'accusation par le juge Michael Obus dans une salle d'audience du tribunal pénal de Manhattan pleine à craquer de journalistes, surtout français.

Vêtu d'un costume et d'une cravate sombres, DSK, 62 ans, était arrivé au tribunal vers 8h40 (12h40 GMT) dans une grosse voiture noire, accompagné par son épouse Anne Sinclair, sous les regards de dizaines de journalistes et photographes.

DSK a eu droit à un comité d'accueil plutôt inhabituel : un groupe de personnes habillées en femmes de chambre, profession de la victime présumée, qui manifestait devant le tribunal, et dont les cris «Honte à vous !» étaient audibles à l'intérieur de la salle d'audience 12 étages plus haut.

L'ancien ministre socialiste français a rejeté l'ensemble des sept chefs d'accusation, dont crime sexuel, tentative de viol et séquestration, dont il fait l'objet suite au témoignage sous serment d'une femme de chambre de 32 ans d'origine guinéenne de l'hôtel Sofitel à New York.

En plaidant non coupable, DSK ouvre la voie à l'organisation de son procès public, qui pourrait avoir lieu dans les prochains mois et lors duquel

il devra affronter la victime présumée, dont les autorités américaines n'ont pas révélé l'identité.

S'il avait plaidé coupable — ce qui eût été un coup de théâtre, ses avocats ayant toujours affirmé qu'il niait les faits — M. Strauss-Kahn aurait pu négocier une réduction de peine avec l'accusation. Il garde toutefois la possibilité de le faire jusqu'à son procès. Sa prochaine audience a été fixée au 18 juillet.

Cette brève audience (7 minutes) était la troisième depuis l'arrestation de DSK il y a trois semaines. Sitôt celle-ci terminée, les avocats des deux parties se sont affrontés devant la presse, donnant un avant-goût des joutes juridiques qui devraient avoir lieu jusqu'au procès.

La décision de DSK de plaider non coupable est «une déclaration forte et éloquente», a dit un de ses avocats, Benjamin Brafman, un ténor du barreau de New York, dont la stratégie consiste depuis le début de l'affaire à rejeter les accusations dont fait l'objet son client.

«Il va apparaître clairement qu'il n'y a pas d'élément fort montrant qu'il y a eu contrainte dans cette affaire, toute suggestion du contraire n'est tout simplement pas crédible», a-t-il assuré.

Riposte, par média interposé, de l'avocat de la victime présumée : «C'était une agression sexuelle ter-



Dominique Strauss-Kahn.

Photo : DF

rible», a affirmé M^e Kenneth Thompson. La victime présumée «est une femme digne et respec-

YÉMEN

Appel à une transition rapide du pouvoir, trêve à Sanaâ

Les jeunes protestataires au Yémen ont appelé hier à une rapide transition du pouvoir pour prévenir un retour aux affaires du président contesté Ali Abdallah Saleh, hospitalisé à Riyad, au moment où une trêve dans les combats semblait tenir à Sanaa.

«Les jeunes de la révolution», qui ont fêté dimanche ce qu'ils estiment être un départ définitif du chef de l'Etat, ont appelé à la formation d'un conseil présidentiel intérimaire pour diriger le pays alors que M. Saleh devrait regagner le pays dans deux semaines selon les Saoudiens.

Proposée par le roi Abdallah d'Arabie saoudite, une trêve a été négociée par le vice-président Abed Rabbo Mansour Hadi avec le puissant chef tribal des Hached, cheikh Sadek al-Ahmar.

Berlin, Paris, Londres, Madrid et Rome se sont empressées dès dimanche soir d'appeler les Yéménites à «respecter la trêve initiée par le roi d'Arabie

saoudite» pour rétablir la paix au Yémen, dans une déclaration commune.

Le vice-président a affirmé que la consolidation de la trêve était la «priorité numéro un» en recevant des

ambassadeurs européens. Il a aussi souhaité «la collaboration de tous» pour y parvenir en présidant une réunion des chefs des services de sécurité, selon l'agence officielle Saba.

M. Mansour Hadi s'est montré rassurant sur la santé de M. Saleh en affirmant lui avoir parlé hier matin et ajoutant qu'il «récupère bien».

Blessé vendredi dans la mosquée de son palais, M. Saleh a été hospitalisé le lendemain dans un hôpital militaire à Riyad où il a été opéré «avec succès» dimanche, selon un responsable saoudien qui a prévu son retour au pays dans deux semaines.

Le médiateur du Golfe, Abdellatif Zayani, a annoncé être disposé à relancer sa médiation au Yémen, suspendue après le refus de M. Saleh de la signer.

Dans un communiqué, M. Zayani a déclaré que «l'initiative du Golfe offre toujours la solution appropriée»

table» qui témoignera contre l'ancien patron du FMI, a-t-il ajouté. De nombreux journalistes étaient arrivés au tribunal plusieurs heures avant le début de l'audience pour tenter d'avoir une place dans la salle. Nombre ont couvert l'événement directement via le site de micro-blogs Twitter, en écrivant frénétiquement sur les claviers de leurs smartphones. Dominique Strauss-Kahn, qui a quitté le tribunal vers 9h30 (13h30 GMT), devait rejoindre la maison luxueuse qu'il occupe depuis le 25 mai avec sa femme, à TriBeCa, un quartier «bourgeois-bohème» du sud de Manhattan.

L'ancien patron du FMI y est en résidence surveillée depuis sa libération contre une caution d'un million de dollars. Il doit également porter un bracelet électronique. La chute de DSK, une des personnalités les plus

influentes du monde jusqu'à son interpellation le 14 mai dernier à bord d'un avion Air France en partance pour Paris, a provoqué un coup de tonnerre politique en France, où les sondages le donnaient favori dans la course à la présidentielle 2012. En France, au Parti socialiste, Elisabeth Guigou, députée de Seine-Saint-Denis, a déclaré qu'elle avait «autre chose à faire» que de regarder la retransmission de l'audience. «Je pense que les Françaises et les Français feront très bien la différence entre cette affaire qui est une affaire privée et le Parti socialiste», a-t-elle dit sur i-Télé.

Le porte-parole du PS Benoît Hamon a admis de son côté que la comparution de Dominique Strauss-Kahn constituait «évidemment une journée particulière pour les socialistes».

à la crise et que les Etats du Conseil de coopération du Golfe (CCG) «peuvent la réactiver et suivre son application si

elle est acceptée par toutes les parties au Yémen». Le 23 mai, le CCG avait suspendu sa médiation, engagée début avril, après le refus du président Saleh de signer l'accord de transition, prévoyant son départ, tel que réclamé par un mouvement de protestations, après près de 33 ans au pouvoir. Sur le terrain, la trêve semblait tenir en dépit d'un incident mortel.

A la mi-journée, des proches de cheikh Ahmar ont accusé des snipers à la solde du régime d'avoir tué trois des hommes du chef tribal, près de sa résidence dans le nord de la capitale. Dans la nuit, au moment où se négociait le cessez-le-feu, deux assaillants ont été abattus après avoir attaqué à Sanaa un barrage tenu par les hommes du général dissident Ali Mohsen al-Ahmar et tué trois personnes dont un soldat.

L'attaque a eu lieu, selon une source militaire, près de la résidence du vice-président qui assume en prin-

cipe le pouvoir en l'absence de M. Saleh.

A Taëz, grande ville du sud-ouest et autre foyer de la contestation du régime de M. Saleh, le calme régnait aussi, selon un photographe de l'AFP.

Les forces de l'ordre se sont retirées de la ville et ne gardent que le palais présidentiel, alors que les manifestants ont reconstitué leur sit-in. Cheikh Ahmar a accepté dimanche une trêve et l'évacuation des bâtiments publics qu'occupent ses partisans à Sanaa contre un repli des forces gouvernementales, à la demande du vice-président. Les forces gouvernementales et les partisans armés de cheikh Ahmar, qui soutient les protestataires hostiles au régime, sont engagés depuis le 23 mai dans de violents combats qui se sont étendus vendredi au sud de la capitale.

Plusieurs trêves dans les affrontements ont été rompues, les deux protagonistes s'accusant mutuellement de stocker des armes dans des immeubles ou bâtiments publics pour s'en servir dans leurs attaques contre la partie adverse.

MADAGASCAR

L'Afrique australe réunit les Malgaches pour discuter d'une sortie de crise

Le régime et l'opposition malgaches ont entamé hier au Botswana des discussions sur un plan préparé par les médiateurs d'Afrique australe pour mettre fin à plus de deux ans de crise et conduire à de nouvelles élections.

«Le peuple de Madagascar espère que cette réunion va déboucher sur un accord définitif sur la feuille de route. Vous ne devez pas les décevoir», a déclaré en ouverture des débats le président namibien Hifikepunye Pohamba.

«La réunion fournit une occasion en or pour que toutes les parties trouvent un consensus et s'approprient la feuille de route», a insisté le leader namibien, qui préside actuellement la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC).

Madagascar est engluée dans une crise politique et économique grave depuis le renver-

sement en mars 2009 du président Marc Ravalomanana par le maire de la capitale, Andry Rajoelina, avec le soutien de l'armée.

A l'époque, la SADC avait condamné cette prise de pouvoir, suspendu Madagascar du bloc régional et nommé l'ancien président mozambicain Joaquim Chissano à la tête d'une équipe de médiateurs sur la Grande Ile.

Deux ans plus tard, en janvier, le médiateur a toutefois présenté une «feuille de route» qui fait la part belle à Andry Rajoelina en l'autorisant à diriger le pays jusqu'à de nouvelles élections et à être candidat à la présidentielle.

En revanche, le document interdit à Marc Ravalomanana, en exil en Afrique du Sud depuis son renversement, de rentrer dans son pays dans le climat actuel.

Condamné à la perpétuité pour une fusillade de la garde présidentielle qui avait tué 11 manifestants en 2009, il risque d'être emprisonné à son retour.

La feuille de route a été approuvée par le régime, mais rejetée par l'opposition. Face à ce blocage, les leaders de la SADC ont décidé lors d'un sommet, le 20 mai en Namibie, de convoquer toutes les parties à Gaborone.

Depuis, les politiciens malgaches interprètent l'invitation de manière différente.

Pour le régime, il s'agit uniquement de signer officiellement la feuille de route. Mais pour l'opposition, cette réunion doit être l'occasion de renégocier les termes de ce document.

Dans son préambule, le président namibien n'a pas tranché : «Nous pensons que la conclusion de cette rencontre sera bien pesée, et qu'une feuille de route acceptée par tous sera en conséquence validée lors d'un sommet extraordinaire de la SADC le 11 juin», en Afrique du Sud, a-t-il dit.

Son homologue zambien Rupiah Banda, qui préside l'organe chargé des questions de sécurité de la SADC, a pour sa part souligné qu'il

s'agissait d'une réunion de la dernière chance après plusieurs médiations infructueuses.

«La crise politique à Madagascar prend du temps à résoudre en raison de sa complexité. Aujourd'hui, c'est la dernière occasion pour les parties présentes de s'approprier la feuille de route», a-t-il dit, en assurant que la SADC n'avait «aucun candidat favori» pour Madagascar.

Les discussions, qui se tiennent à Gaborone, capitale du Botswana et siège de la SADC, doivent durer deux jours.

Plusieurs séries de négociations ont déjà eu lieu sous l'égide de la SADC. Mais aucun accord définitif n'a pu être signé en dépit des avancées réalisées.

Pendant ce temps, l'économie malgache tourne au ralenti. La communauté internationale a coupé la plupart de ses aides, qui représentent la moitié du budget de l'Etat, en attendant la résolution de la crise.